

Le Président

Monsieur Manuel VALLS
Premier ministre
Hôtel de Matignon
57, rue de Varenne
75700 Paris

Paris, le 7 avril 2014

N/Réf. : FV/CA/14-107
Dossier suivi par : Cédric ARCOS, Directeur de Cabinet

Objet : Redressement des comptes publics : propositions de la FHF

Monsieur le Premier ministre,

Le président de la République a récemment rappelé que la Sécurité Sociale et la santé en particulier, représentent une « *priorité nationale* », l'un des « *pilliers du pacte de solidarité* », et un puissant moteur de développement économique.

La Fédération Hospitalière de France, qui représente depuis plus de 90 ans l'ensemble des hôpitaux publics et maisons de retraites publiques de France, ne peut que partager ce constat qui consacre l'engagement quotidien des équipes hospitalières au plus près de nos concitoyens, tout particulièrement en cette période de crise. Elle salue d'autant plus les propos présidentiels qu'il faut sans cesse avoir à l'esprit qu'avant d'être une charge pour les comptes publics, notre système de santé est d'abord une richesse, source d'emplois mais aussi de recherche, d'innovations et donc de croissance.

Dans un contexte de déficit persistant de notre système de protection sociale, les hôpitaux publics sont souvent montrés du doigt en raison de leur place jugée excessive dans le système de santé. Certains responsables, et non des moindres, vont même jusqu'à dénoncer la mauvaise gestion des hôpitaux alors que ces derniers ont pourtant réalisé plus de 4 milliards d'euros d'effort d'efficience des 10 dernières années et que les comptes hospitaliers étaient, jusqu'en 2013, à l'équilibre. Je remarque d'ailleurs que les français ne s'y trompent pas puisqu'ils témoignent de leur fidélité aux hôpitaux publics au point d'ériger, selon une récente enquête de l'IFOP, la santé au rang de la deuxième priorité nationale, derrière la lutte contre le chômage.

Pour autant, à la veille où votre gouvernement s'apprête à dévoiler un plan d'économie de 50 milliards d'euros, la FHF ne saurait se contenter d'un discours rappelant les efforts déjà faits et refusant toute évolution du secteur hospitalier. Bien au contraire, fidèle à sa tradition d'organisation responsable, et en pleine conscience des difficultés économiques et budgétaires de la France et des efforts à entreprendre, le Conseil d'administration de la FHF a souhaité, à l'unanimité, vous proposer un plan d'économie ambitieux pour notre système de santé. Les chantiers présentés dans la note ci-jointe sont autant d'économies concrètes qui pourraient permettre d'économiser 5 milliards d'euros en 5 ans.

Pour la FHF, des marges d'efficience existent bien dans notre système de santé pour autant que des réformes profondes d'organisations soient conduites. Rien ne serait pire en effet que de décider aveuglement des efforts, sans changements structurels, car ils auraient pour conséquence de dégrader la qualité et la sécurité des soins. C'est le sens de la démarche que vous propose aujourd'hui la FHF, qui dessine la place du secteur de la santé dans la France de demain.

La FHF privilégie une méthode visant à accompagner, au plus près du terrain, les réorganisations de notre système en y associant les professionnels concernés, tout en répartissant équitablement les efforts entre les différents opérateurs de santé. A la bureaucratie actuelle du système de santé doit succéder le principe de subsidiarité et une réelle confiance aux acteurs de terrain qui, malheureusement, en dépit des engagements, tarde à se manifester.

Surtout, la FHF rappelle que seule une politique d'investissement ambitieuse permettra aux établissements de se réorganiser, de développer de nouvelles techniques et de se moderniser. La France doit continuer à investir dans son système de santé, dans sa transformation, comme le préconise d'ailleurs les rapports GALLOIS et LAUVERGEON.

Monsieur le Premier ministre, la Fédération Hospitalière de France est animée par la conviction que la crise peut être une formidable opportunité pour adapter nos dispositifs de santé et nos méthodes de gouvernance et pour garantir à la population un service public moderne et efficace. Seule une politique énergique conduite par votre gouvernement permettra à notre système d'aborder les vraies questions qui le handicapent depuis tant d'années. Surtout, vous seul pouvez donner à notre système de santé l'élan politique dont il a besoin et de lui éviter de tomber dans le piège des économies aveugles, au rabot, décidées d'en haut.

Enfin, je me permets de conclure sur le fait que toutes ces mesures d'économies seraient vaines si le dossier des emprunts toxiques n'était pas abordé avec vigueur par vos soins en raison des risques énormes (3 milliards d'euros) qui pèsent actuellement sur les dépenses hospitalières. Faute d'une réponse appropriée, ces risques financiers pourraient très rapidement hypothéquer les ressources à consacrer aux soins, et donc leur qualité. Pour l'heure, malheureusement, l'attitude des pouvoirs publics a pu laisser penser, sans doute à tort que les intérêts des institutions financières sont supérieurs aux intérêts des patients.

Le Conseil d'Administration et moi-même sommes à votre disposition pour venir vous exposer plus en détails l'esprit du plan que nous vous proposons aujourd'hui.

Je vous prie de croire, monsieur le Premier ministre, en l'assurance de ma haute considération.



Frédéric VALLETOUX